

## **Du potentiel réel aux limites de son utilisation pour l'accompagnement du développement : la vidéo, un outil qui fait débat !**

COLIN Loïc et PETIT Vincent<sup>1</sup>

### **La communication, volet incontournable des actions de développement**

Tournant le dos aux démarches strictement descendantes caractéristiques des efforts de coopération jusqu'à une époque encore récente, une partie croissante des acteurs du développement cherchent aujourd'hui à privilégier une posture d'écoute et d'échanges avec les futures bénéficiaires des actions mises en œuvre sur le terrain. En reconnaissant leurs compétences en termes d'analyse, de diagnostic et de planification, et en reconnaissant la pertinence des savoirs-locaux, l'enjeu est donc de replacer les populations locales au cœur des réflexions relatives à leur processus de développement, et promouvoir des approches visant moins des « bénéficiaires passifs » que des « partenaires actifs ». Mais pour qu'un véritable partenariat s'instaure, encore faut-il que les marges de manœuvre de chacun soient comparables (en termes de capacités d'initiatives, d'expression, de prise en compte des points de vue de chacun, d'accès aux expertises, de poids dans les décisions, etc.). Si cela renvoie *in fine* à des formes spécifiques d'organisations politiques et institutionnelles (gouvernance, contre-pouvoir, concertation, décentralisation des espaces et partage du pouvoir de décision,...) cette posture suppose également un travail spécifique de communication qui a justifié l'émergence de la **Communication pour le Développement**. Cette discipline repose sur l'utilisation des approches et des méthodes de communication, des outils et des médias modernes et traditionnels, afin de faciliter l'échange d'informations, d'idées, de points de vue et de savoirs entre les personnes impliquées dans un effort de développement. Parmi les différents médias sollicités dans cet objectif, nous nous intéresserons plus particulièrement ici, à la vidéo, qui, après avoir été largement utilisée durant les années 70 et 80 (cf. les nombreux FAO de média communautaire ou de pédagogie audiovisuelle massive) puis abandonnée devant l'ouragan internet, semble aujourd'hui de nouveau susciter l'intérêt des acteurs de terrain pour l'accompagnement des activités de coopération. Ce regain d'intérêt résulte selon nous d'une combinaison de facteurs, parmi lesquels : les progrès technologiques avec un matériel audiovisuel toujours plus miniaturisé, de moins en moins coûteux, et de plus en plus autonome en termes de batterie ; la désillusion face au développement dissymétrique de la toile entre le Nord et le Sud ; et les niveaux d'alphabétisation encore très élevés dans les pays du Sud.

### **Des démarches vidéo spécifiques à l'accompagnement des processus de développement**

Selon les cas, ces démarches vidéo visent différents objectifs comme les actions de plaidoyer, la formation, l'échange d'expériences, ou encore l'animation de débats. Des modalités participatives de production permettent aussi d'appuyer des démarches de co-expertise<sup>2</sup>, visant la réalisation, avec les populations locales de diagnostics, études de suivis, évaluations, ou encore planifications des projets de développement. On constate également que ces interventions vidéos

---

<sup>1</sup> L. Colin et V. Petit : Agroéconomistes et docteurs en sociologie de la communication et du développement.

<sup>2</sup> L. Colin et V. Petit, 2008, *La Vidéo Participative : outil d'accompagnement du développement local ? Etude de trois processus de concertation en Bolivie, en Equateur et au Mali*, Thèse de doctorat, AgroParisTech-ABIES-Cirad.

sont mises en place par des ONG (AVSF, Oxfam, Maneno Mengi, Deccan Development Society par exemple), des bailleurs de fonds (évaluation filmée du projet Prey Nup au Cambodge par l'AFD), des chercheurs (projet *Wademed* au Maroc), ou encore par des Organisations de Producteurs (ROPPA en Afrique de l'Ouest, FONGS au Sénégal, NOWEFOR au Cameroun par exemple). Mais qu'en est-il réellement des atouts et des limites de la vidéo pour l'accompagnement des dynamiques de développement ? Sans prétendre faire le tour de cette question, il s'agit ici d'ouvrir le débat.

## Des avantages offerts par la vidéo

La vidéo présente a priori de nombreux atouts, au premier rang desquels se trouve son **accessibilité** : la **nature orale** des messages permet d'atteindre pratiquement tout le monde - notamment les analphabètes- et les images disposent en elles-mêmes d'une forte **puissance descriptive** permettant d'adosser le discours à une « réalité factuelle », généralement - et sans doute trop vite - perçue par le spectateur comme une preuve objective.

Un autre atout de la vidéo est la grande **reproductibilité** de ses supports et par là même, son potentiel de **diffusion massive** (via les VHS, VCD, DVD, DIVX ou via internet). Associé au fait qu'elle serve aussi de **mémoire** des événements, d'archivage, cela conduit la plupart du temps les acteurs de la vidéo à attacher une grande valeur à leurs discours et donc à s'investir dans leur élaboration - comme si le fait de les figer sur la bande vidéo concourrait à une forme d'irréversibilité de leurs propos -. Plus généralement ce potentiel de diffusion fait du média vidéo un **porte-voix puissant**, susceptible de faciliter la **communication verticale**, de la base vers les autorités ou l'inverse (cf. le Fogo Process où la vidéo mise au service des populations locales a été un outil de représentation et de diffusion de leurs stratégies de développement), ou **horizontale** à l'image des échanges d'expériences entre organisations de producteurs (cf. travaux d'Insight au Turkménistan).

La vidéo permet d'offrir aux acteurs locaux de nouveaux **espaces d'expression** que l'on pourrait qualifier de « **directs** » et de « **sécurisés** ». « Directs » car l'entretien filmé, en évitant l'anonymisation des données, renforce le crédit qui leur est accordé par les spectateurs : ces derniers ont le sentiment de disposer d'une information de première main. « Sécurisés », car la vidéo peut garantir l'expression de certains groupes d'acteurs, notamment les plus marginalisés, dont les interviews constituent des espaces de parole minimum : leur diffusion lors de débats participe ainsi à l'ouverture du dialogue à de nouveaux participants.

Utilisée de manière participative<sup>3</sup>, la vidéo joue également un rôle de **miroir**, favorisant alors la mise en œuvre d'un travail de nature réflexive, propice à la prise de recul de chacun vis-à-vis de son argumentation et de son comportement au sein du système local. Et puis le recours à la vidéo demeure une démarche relativement **originale** et **ludique**, qui renvoie à la fascination que la

---

<sup>3</sup> On parle alors de démarches de Vidéo Participative (VP), définies comme un mode de production spécifique, indépendant des objectifs et du contenu des produits audiovisuels : « *Le principe de la VP suppose de décloisonner les différents groupes impliqués dans la production d'une vidéo, en permettant à tous de participer aux différentes étapes du processus (conception, réalisation, diffusion), de sorte que les limites entre les producteurs, les acteurs et les spectateurs s'estompent ou se chevauchent.* » (L. Colin et V. Petit, 2008). Dans ces approches, fondamentalement itératives, le processus prévaut sur le produit et permet d'accompagner un travail de réflexion collective entre différentes parties prenantes d'une controverse. En permettant la confrontation des représentations individuelles dans un premier temps puis la construction collective d'une représentation plus partagée, à défaut d'être consensuelle, la vidéo utilisée de manière participative semble pouvoir permettre de trouver des pistes de compromis, des alternatives nouvelles, et même de restaurer, voire d'instaurer, un dialogue. La vidéo fonctionne alors comme un objet intermédiaire.

télévision exerce aux quatre coins du monde. Ces caractéristiques permettent notamment à la vidéo de favoriser la remobilisation d'acteurs locaux, parfois « lassés » des modalités classiques d'appui au développement (cf. encart).

Citations de paysans maliens ayant participé à un diagnostic participatif en vidéo en zone Office du Niger

*« La projection de la vidéo a permis d'encourager les gens à s'exprimer lors de la réunion. On y a également appris beaucoup de choses. [...] sans ces vidéos on n'aurait jamais eu de telles informations. Beaucoup d'entre nous partent pour les réunions mais ne comprennent pas ce qui se passe. Cette fois-ci, quand on a vu les vidéos, tout le monde savait ensuite de quoi on devait parler. »*

*« Ils viennent chez nous et nous tenons des réunions. Ou ils nous convoquent, ensuite on parle et ils écrivent. Mais si ce que tu dis n'est pas de leur avis, ils ne l'écriront pas. Jamais. Plusieurs personnes participent à ces réunions, mais ce que tu dis on le transforme en français. Avec la vidéo on te voit et on t'entend, on ne peut pas transformer tes paroles. »*

Réf. Colin et Petit, 2008

Mais si leurs atouts sont fréquemment mis en avant par les praticiens, les limites de ces démarches vidéo, pourtant fortes, ne sont que rarement évoquées.

### Aux limites de l'outil

La réalisation de vidéos ne peut aucunement résoudre les problèmes de sous-nutrition, d'accès à l'eau ou de revenus. Dès lors on peut observer une certaine **frustration** de la part des populations face à l'introduction d'une caméra, là où spontanément elles auraient préféré un puits (cf. l'analyse de Braden et Huong d'une intervention vidéo au Vietnam). C'est pourquoi les intervenants doivent être capables d'identifier projets pouvant être appuyés efficacement par le recours à la vidéo, et à l'inverse reconnaître les cas **où ce média n'a pas sa place**.

Dans un contexte de développement le produit vidéo n'est pas une fin en soi. C'est l'utilisation qui en est faite et son **inscription dans une démarche plus globale**, de capitalisation et de dialogue, qui permet de valoriser ses multiples atouts. Les résultats d'une intervention vidéo ne sont jamais immédiats. Ils sont le fruit d'un long processus. Et il importe de distinguer soigneusement l'impact réel de ce processus, de l'excitation ponctuelle que peut engendrer le recours à l'outil vidéo. **« La vie de la vidéo »**, après réalisation, doit faire l'objet de toutes les attentions.

Par ailleurs on peut se demander si les spectateurs de ces vidéos sont suffisamment armés pour percevoir les biais inhérents au travail de montage audiovisuel, et dissocier ce qui relève d'une réalité factuelle et ce regard, nécessairement limité, subjectif, et donc transformant, qui est posé dessus et restitué en vidéo. Face à un public non averti, la force de conviction des messages audiovisuels les transforme rapidement en instruments de propagande. Localement la vidéo peut alors devenir une nouvelle **source de pouvoir** (selon l'influence de chacun sur son contenu) et jouer parfois un rôle inverse à celui attendu. Il importe donc de s'assurer des capacités de **visionnage critique** des acteurs locaux. A ce titre, diverses précautions peuvent être prises comme par exemple la rédaction d'un livret d'accompagnement pointant le contexte de réalisation, des pistes de débats, des comparaisons possibles avec d'autres situations, etc. (cf. guides d'animation vidéo Inter-réseaux).

## La responsabilité des intervenants vidéo

Ces limites pointent le **rôle prépondérant des intervenants vidéo** – issus ou non du système d'acteurs local - et plaident pour qu'ils ne soient pas que des techniciens audiovisuels, mais bien conscients des enjeux de développement et disposant d'une bonne compréhension des sujets traités. Nos expériences de terrain ont montré l'importance pour les populations, que les intervenants expriment clairement leur avis tout en ayant l'honnêteté et l'humilité de le présenter comme n'étant qu'un simple de vue parmi d'autres. L'objectivité est illusoire. Et il peut même s'avérer crucial de présenter volontairement les choses sous un angle spécifique, généralement positif, pour faire avancer le débat. S'il s'agit là d'une forme de **manipulation**, elle doit être consciente, affichée et maîtrisée. Le « communicateur pour le développement » considère le processus vidéo et son impact en termes de développement, comme étant la priorité absolue, bien avant le produit audiovisuel. Quelque soit l'enthousiasme des acteurs locaux ou le temps consacré à sa réalisation, la vidéo doit rester ce qu'elle est : un outil !

Un dernier point concerne les approches de Vidéo Participative (VP). Celles-ci peuvent donner d'excellents résultats, notamment en termes d'accès aux modes de représentations des acteurs, de revalorisation de l'estime de soi, d'empowerment, d'instauration de dialogues... Pour autant, elles n'échappent pas aux principales critiques faites à l'encontre des démarches participatives. Le travail de montage peut être perçu comme une « boîte noire » par les participants, et les conditions socio-politiques et institutionnelles restent primordiales pour leur bonne mise en œuvre. Le savoir-faire de l'intervenant est essentiel, et souffre du **manque actuel de garde-fous** pour guider son travail de terrain. Ces approches soulèvent enfin d'épineuses questions liées au **droit à l'image**.

## Pour conclure

La vidéo n'est donc pas un outil miracle susceptible de bouleverser les pratiques de développement. Cependant, si l'on reconnaît que la communication constitue aujourd'hui un frein important à l'émergence d'un autre développement, valorisant les approches ascendantes et l'implication des acteurs locaux, alors le recours à la vidéo prend son sens dans de nombreuses situations. En offrant des espaces d'expression, la vidéo permet de porter les points de vue des populations locales sur la scène publique, et de les faire peser sur les décideurs, voire de créer des **contre-pouvoirs**. Ceci explique d'ailleurs les résistances que l'on observe parfois sur le terrain à l'encontre de ces démarches.

**La vidéo est un outil de désenclavement socioculturel des populations et un outil d'échanges.** Elle peut favoriser l'établissement d'un dialogue entre des groupes très différents et lever ainsi, au moins temporairement, certaines barrières, qu'elles soient sociales, géographiques, ou même temporelles. La vidéo peut ainsi contribuer à l'établissement d'une forme de **démocratie continue**. Pour autant, selon les cas, d'autres outils de communication peuvent s'avérer plus appropriés. C'est aux communicateurs de les identifier, au regard des habitudes locales d'échanges et de règlements des litiges.

Enfin il apparaît aujourd'hui essentiel de disposer d'outils permettant de stimuler de manière conjointe la réflexion de l'ensemble des acteurs du développement, à tous les niveaux d'intervention. Dans cet objectif, la capitalisation, sous forme vidéo, d'activités d'appui au développement, réussies ou non, semble tout à fait propice pour appuyer en amont l'action concertée.